

Les Balkans en pleine mutation

Stephanos Constantinides*

Les Balkans demeurent en grande partie sous contrôle militaire des États Unis et de l'Union européenne, qui exercent aussi une influence décisive sur l'ensemble de la région. Le Kosovo, la FYROM et la Bosnie Herzégovine ne sont épargnées de la guerre que grâce à la présence sur leur territoire de troupes américaines et européennes. La Yougoslavie - ce qu'il en est resté après sa désintégration - a pratiquement de nouveau éclaté. Si le Montenegro a été contraint par l'UE de garder un lien avec la Serbie, force est de constater que la Fédération Yougoslave n'existe plus car ce lien n'est pas fédéral mais confédéral. La Serbie se trouve en situation de désarroi depuis la guerre que l'OTAN a mené contre elle en raison de sa politique au Kosovo. L'arrestation de Milosevic et le procès de celui-ci à la Haye n'ont pas entraîné l'octroi à ce pays de l'aide économique escomptée. Les Américains, tout en gardant une influence politique sur l'ensemble des Balkans tentent de s'en dégager militairement et surtout financièrement et d'obtenir des Européens qu'ils assument à leur place de telles obligations.

Dans le contexte de pauvreté et de crise sociale, qui caractérise cette région, on observe l'apparition de deux phénomènes, le nationalisme et le crime organisé, qui sont notables plus en Albanie et dans la plupart des pays issus de l'ancienne Yougoslavie qu'en Bulgarie, Roumanie et Slovénie. Il est évident que ces trois États ne sont pas à l'abri de ces phénomènes, tant et aussi longtemps que l'instabilité demeure à leurs frontières. Même la Grèce, pourtant membre de l'UE, peut être amenée à connaître les effets de la situation d'instabilité de ses voisins balkaniques.

Dans ce numéro d'*Études helléniques-Hellenic Studies* nous avons essayé de présenter un dossier sur les Balkans et cerner quelquesuns de leurs problèmes.

* Université du Québec à Montréal

George Stubos dans un article succinct nous présente les turbulences de la transition économique (1989-2002) après l'effondrement du bloc soviétique. Le passage d'une économie planifiée et centralisée au libéralisme du marché a été en plus perturbé par les conflits militaires qui ont résulté de l'éclatement de la Yougoslavie. Le succès de cette transition reste incertain et son ultime test sera l'intégration des différents pays balkaniques à l'Union Européenne.

Haralambos Kondonis présente les efforts de la société civile d'aider à la stabilisation de la région et la mise en place de différents ONG par l'entremise du Pacte de stabilité. La Grèce participe à ces efforts et tente d'apporter son concours à ce projet multilatéral qu'est le Pacte de stabilité.

Jean Catsiapis analyse la politique balkanique de la France tout au long du XX^{ème} siècle. Alors qu'au début de cette période Paris avait misé sur une Serbie grande et forte pour contrebalancer l'influence de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, dans la dernière décennie de ce même siècle a dû se résigner à la désintégration de la Yougoslavie et n'exerce plus en Grèce - autrefois deuxième pilier de sa politique balkanique - qu'une influence limitée.

Spyridon Sfetas présente l'évolution politique de la FYROM après les événements sanglants qui ont secoué ce pays, une mini-guerre civile entre Albanais et Slavo-macédoniens.

On pourrait évidemment se poser la question : et la Grèce dans tout cela? La Grèce reste une oasis de paix dans ces Balkans secoués par une transformation économique brutale et un difficile apprentissage de la démocratie . Seul pays membre à la fois de l'OTAN et de l'Union Européenne elle est en mesure de contribuer à la stabilisation de la région et à son évolution économique sociale et politique. Cependant Athènes n'a pas été préparée à faire face à l'effondrement des pays socialistes balkaniques et a eu du mal à s'adapter à la nouvelle réalité politique de la région. D'autant plus que ses relations difficiles avec la Turquie et la redistribution des cartes d'influence entre les grandes puissances lui laissaient une place limitée pour l'exercice d'une politique balkanique adaptée aux circonstances. A cela se sont ajoutés les difficultés avec l'Albanie dûes au non respect de droits de la

minorité grecque de ce pays et surtout la question Macédonienne. Encore aujourd'hui malgré la normalisation de ses relations avec l'ensemble de ses voisins balkaniques l'épineuse question du nom de la FYROM n'a pas été encore résolue.

Même si les occasions ne manquent pas pour que la Grèce ait une présence active dans les pays balkaniques afin d'aider à leur reconstruction force est de constater que cette présence reste relativement modeste. Outre les maladresses de sa politique balkanique, les moyens économiques font aussi défaut à la Grèce. Néanmoins le problème majeur de la politique balkanique grecque est le manque d'une vision d'ensemble de la région ce qui a empêché l'élaboration par ses dirigeants d'une politique cohérente et équilibrée. C'est seulement ces derniers temps que la politique hellénique commence à dépasser ses faiblesses structurelles qu'elle profite d'une vision globale de la région qui pourrait aboutir à des résultats plus tangibles que par le passé.

Les Balkans à l'heure actuelle sont en pleine évolution et leur destin dépend non seulement du dynamisme de leurs peuples et de la sagesse avec laquelle ils vont se comporter sur le plan politique pour dépasser les divisions et les conflits stériles mais aussi du comportement envers cette région de l'Union Européenne. Tant et aussi longtemps que les Européens n'arriveront pas à définir une véritable politique européenne d'ensemble pour la région au lieu de jouer chacun la carte de ses intérêts nationaux comme cela se faisait tout au long du 19^e et du 20^e siècle, ils seront seconds violons de l'orchestre au service de l'empire américain. Les Balkans, qu'on le veuille ou non, font partie de l'Europe. Et la seule voie possible pour éviter les débordements dans cette région est celle qui conduit à son intégration européenne.